

CIBLE

Pakistan

Le séisme qui a tué 50 000 Pakistanais et plongé les survivants dans une extrême détresse est un « cauchemar logistique », une catastrophe « pire que le tsunami » : c'est en ces termes que le coordinateur de l'aide d'urgence des Nations Unies a lancé quinze jours après le tremblement de terre du 8 octobre, un appel d'autant plus pressant que « le monde ne répond pas comme il le devrait ».

De fait, alors que le raz-de-marée qui avait ravagé les côtes de l'Asie du sud, en décembre dernier, avait suscité une formidable mobilisation médiatique et un extraordinaire afflux de dons, la tragédie qui frappe le Pakistan n'a pas provoqué, en Occident, un élan de solidarité à la mesure de la catastrophe.

Une fois de plus, la compassion médiatique obéit à des normes inconnues du grand public et l'aide humanitaire privée est une loterie, non le signe d'une fraternité effective.

Il est inutile de demander aux gens de médias de s'expliquer sur l'arbitraire de leurs jugements : ils s'y refuseront. La charité, comme le reste, n'est à leurs yeux qu'un marché. Manifestement, la souffrance pakistanaise n'est pas rentable.

GUERRE COMMERCIALE

Quelle ligne d'action ?

Castro

**Bilan
contrasté**

p. 6-7

Idées

**Hannah
Arendt**

p. 9

Courrier

C'est vous qui le dites...

Banalyse et Jünger

J'ai bien peur de passer pour un fieffé misogyne en m'en prenant à deux de vos collaboratrices, mais il me semble difficile de ne pas réagir à leurs articles respectifs parus dans le numéro 866 de *Royaliste*.

Le premier est signé Sylvie Fernoy sous le titre « *Les myopes du Sérail* ». Elle s'y vante d'inventer, « dans un élan créatif qui ravira une fois de plus mes lecteurs », une nouvelle méthode pour caractériser les analyses produites par la classe dirigeante, méthode qu'elle nomme la **banalyse**. Soyez plus modeste, chère Sylvie, car ici vous n'inventez rien mais ne faites que travestir le sens d'un terme forgé dans les années 80 par quelques individus de qualité issus de la mouvance « situationniste » (pour faire simple).

Les positions-clés qui forment la base de l'esprit banalytique sont : « 1) une tentative de définition de ce qui n'est pas remarquable, de ce qui est moyen, mais qui forme l'immense majorité de ce qui est. 2) Au travers de cela, le besoin de cerner le sujet historique fondateur de cette banalité : l'Homme banal, qui par définition est l'exclu de la modernité, laquelle à travers ses enjeux, sa communication, ses modèles, ne valorise que l'exceptionnel, le performant, le beau, le chic, etc. 3) La mise en évidence de cet état de fait par le constat banalytique. » Le Bureau des Inspections Banalytiques a publié un certain nombre d'opuscules dont nous ne saurions que trop recommander la lecture. Je me tiens d'ailleurs, chère Sylvie, à votre disposition pour vous prêter les quelques dossiers dont je suis l'heureux possesseur, et combler ainsi une bien regrettable lacune.

Le deuxième article, intitulé « *Un fasciste distingué* » et consacré à, Ernst Jünger, est signé de Maria Da Silva. Elle y reprend à son compte toutes les assertions d'un « spécialiste » qui appartient manifestement à ce courant qui a fait de la « *reductio ad hitlerum* » l'alpha et l'oméga de toute pensée.

Il faudrait pour y répondre, beaucoup plus qu'un simple courrier des lecteurs. Toutefois, voici quelques réflexions qui mériteraient sans doute approfondissement. Là où on nous présente des révélations fracassantes, nous, qui avons un peu lu Ernst Jünger sans en être pour autant un « dévot », nous ne voyons qu'enfonçages de portes ouvertes et amalgames, à la pire manière de la critique idéologique. Par exemple, dire que le Jünger d'avant-guerre puise dans le langage nazi et y voir là une preuve d'allégeance, est simplement une stupidité. En effet tout le monde sait qu'Ernst Jünger, avec son frère et quelques autres, a été un animateur de la Révolution conservatrice allemande et que le nazisme a puisé, entre autres, dans la terminologie de cette révolution. La proximité de vocabulaire n'est donc nullement concluante. Pourrait-on soutenir que Staline et Blum, c'est la même chose, puisque l'un et l'autre parlaient de « construire le socialisme par l'émancipation du prolétariat » !

Mais il y a encore plus détestable dans cet article (et le livre), c'est la réinterprétation des faits quand ils ne collent pas à la thèse. Ainsi, le fait qu'Ernst Jünger n'ait jamais adhéré au parti nazi est interprété soit comme une preuve de duplicité – ne pas se compromettre (ce qui confère à Jünger le don magique de la clairvoyance, ce qui ne colle pas avec les supposées abominations obscures de sa pensée), soit comme la manifeste

tation d'une idéologie pire encore que le nazisme ! Et tout est à l'avenant. Maria Da Silva découvre que Jünger n'était pas un très grand démocrate et qu'il n'était pas du tout marxiste. Quelle découverte ! Ou voudrait-on nous dire qu'il n'est pas de critiques légitimes de la société en dehors du marxisme ? On peut reprocher à Jünger son aristocratie individualiste (l'anarque), qui me semble fondamentalement antipolitique, mais il est inepte de voir dans l'intégralité de son œuvre une apologie déguisée du nazisme. Un dernier mot : nous espérons que Maria Da Silva n'a jamais suivi les consignes électorales de la NAR, car en donnant sa voix à ce grand admirateur de Jünger qu'était François Mitterrand, elle aurait ainsi participé, selon ses termes, à l'élection d'un promoteur de « la nazification de la pensée française et européenne. » !

P.L. (Paris).

Monarchie ?

Vous m'avez fait parvenir un courrier dans lequel vous me dites : « *Savez-vous que des royalistes existent et qu'ils ne sont pas du tout ce que l'on croit ?* »

Oh ! il ne faut jamais imaginer que vous vous adressez à des analphabètes, jamais sortis de leur(s) douar(s) d'origine.

Oui, les Royalistes existent (je vous gratifie même d'un "R" majuscule), je sais, j'en ai même déjà rencontré. Sans compter que « *Les manants du Roi* » m'honorent régulièrement de leur prose.

Le problème avec la royauté (un "r" minuscule suffira) c'est que si l'on tire un mauvais numéro, à moins de se lancer dans des coupes de tête sauvages (ce qui fait désordre), il faut subir ce malentendu jusqu'à la nuit des temps. Evidemment, ce n'est qu'un inconvénient qui pourrait apparaître mineur en face des avantages (continuité, longue haleine, expérience) mais supposez un instant, trente ans de Giscard 1^{er} ou de Mitterrand-le-grand (déjà 7 ans du premier et 14 du second). Oui, respirez fort et buvez un bon Armagnac, parfois ça permet d'oublier.

Bref, si la monarchie était élective bien que le trône demeurât dans une même famille (en surveillant de près bien sûr les hérédités et les

descendances), je me sentirais plus rassuré. Il est vrai que mon ambition élective étant inexistante, je ne suis pas spécialement fanatique du suffrage universel. A mon sens, d'ailleurs, le droit de vote est un honneur qui se mérite par une attention permanente accordée aux affaires du pays.

Ce qui signifie que les "votations" actuelles pèsent exactement le poids que leur accordent les professionnels. Comme disait Anatole France (dans *L'île des pingouins*) : « *les partisans du régime étaient appelés républicains, républicanistes ou chosards, mais ce dernier terme était pris en mauvaise part* ». Hélas, démocratie, monarchie, voire dictature (un roi plébéien), rien n'existe tant que les démocrates, les monarchistes ou les citoyens sont inexistants.

Une grande satisfaction, cependant : encore loin du pouvoir, vous ne pouvez encore qu'être accessibles, ouverts et bons enfants. Pas de "grosse tête", pas de discussions pédantes mais sans se prendre au sérieux un regard différent, même jeune, peut-être, sympathique en tous les cas.

R. J. (par internet)

Réconciliation

Ne croyez-vous pas que la France soit en situation de crise pré-révolutionnaire ? Des leaders de droite, comme de gauche réclament une VI^e République... on prendrait les mêmes, avec des institutions rafistolées.....??? Il me semble que les temps sont venus pour organiser dans chaque secteur de la vie du pays l'ouverture de CAHIERS de DOULEANCES : marins, cultivateurs, chômeurs, fonctionnaires, etc. Aujourd'hui, à tour de rôle, chacun organise sa manifestation, sa grève, c'est devenu la "chienlit" et il n'y a plus de De Gaulle pour établir l'unité nationale.... La république n'est plus UNE et INDIVISIBLE, elle est devenue multiple, divisée, opposée et partagée entre les droites et les gauches...

A quand un Prince pour lancer un "appel national" à la réconciliation ?

J.-M.d. L.R.) (Alpes Maritimes)

royaliste
REVUE POLITIQUE MONARCHIQUE

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Un budget fantastique - Alerte - p.4 : Louisiane - Les dessous de la récidive - p.5 : De Gaulle-Sharon - p.6/7 : Castrisme - Bilan contrasté - p.8 : Rural - Martinet & Compagnie - p.9 : Pourquoi Hannah Arendt ? - p.10 : Antiques sagesses - Naissance d'un royaume - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La guerre commerciale

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Un budget fantastique

Alerte

On connaît le fantastique social, genre littéraire et cinématographique. Le gouvernement invente le fantastique budgétaire – et s'en glorifie.

Formidable dialogue, le 18 octobre, devant le groupe parlementaire de l'UMP : au rapporteur général du budget, qui déclare que le projet de loi de finances pour 2006 est « *ce que nous pouvions faire de plus raisonnable* », le ministre délégué au budget lance une réplique foudroyante : « *Il n'est pas raisonnable. Si je m'écoutais, je dirais qu'il est fantastique* ».

Jean-François Copé a sans doute voulu dire que le budget était extraordinaire, épatant, ébouriffant, voire épastrouillant. Las ! Si le ministre avait fait consulter un bon vieux Littré par un de ses collaborateurs, il aurait ravalé son « fantastique » car l'adjectif signifie :

1° « qui n'existe qu'en fantaisie, en imagination » ;

2° « qui n'a que l'apparence d'un être corporel » ;

3° « qui se laisse aller à sa fantaisie, à ses rêveries ».

Le lapsus d'un ministre aussi brillant que Jean-François Copé ne saurait être insignifiant. Le mot utilisé pour glorifier son œuvre en dévoile l'illusion.

L'hypothèse de croissance sur laquelle repose le budget n'est qu'un chiffre, ou plus exactement une fourchette (entre + 2 et + 2,5 %) lancée par une société de parieurs vaticinant dans l'économie-casino.

La croissance tend actuellement à baisser, mais le taux

peut aussi remonter sans que le gouvernement y soit pour rien. Tout dépend du cours du dollar, tel que l'oriente le gouvernement américain et du niveau de l'euro, tel que ne le fixe pas la Banque centrale européenne. De droite ou de gauche, les gouvernements ne sont maîtres de rien parce qu'ils se sont liés les mains. Comme, par ailleurs, les députés de la majorité s'acharnent à tailler dans les dépenses publiques – sources d'investissements et d'emplois – les restrictions budgétaires accélèrent une récession et ralentiront une éventuelle reprise.

Qu'importe : l'objectif du gouvernement est de lancer sur le marché de la communication politique un produit budgétaire qui fera illusion jusqu'à la fin de la discussion parlementaire. On se maintient dans les apparences de la rigueur grâce aux recettes exceptionnelles tirées de la liquidation du patrimoine industriel de la nation. On mime la vertu gestionnaire grâce à la récupération de la soule versée par La Poste... Et puis on coupera subrepticement dans les subventions sociales, comme d'habitude. Ce qui n'empêchera pas notre dette publique de se gonfler encore (mille milliards d'euros) et toujours, sans avantage aucun pour le pays (1).

Comme le fantastique budgétaire n'a pas de limites, on se prive de recettes après avoir coupé dans les dépenses. Sur le plan des principes de la politique économique, c'est d'une bêtise à faire hennir les constellations. Mais, quant à

l'I.S.F., nous touchons au principe de justice. On aura beau dire que l'aménagement de l'I.S.F. ne coûte pas grand chose à l'État, les salariés ordinaires tiendront l'abattement de 75 % sur les actions pour ce qu'il est : une provocation.

Provocation d'autant plus violente qu'elle s'accompagne d'un mensonge éhonté : c'est pour assurer l'emploi qu'on ferait ce cadeau à une minorité fortunée ou richissime ! Ceci sous prétexte que *l'attractivité du territoire* (faible pression fiscale pour les patrons riches) favorise les investissements productifs.

Les expériences accumulées depuis vingt ans démontrent au contraire que la grande richesse favorise des spéculations financières aussi folles que meurtrières.

Il va sans dire que le « gaullisme social » et le « patriotisme économique » ne sont que des slogans qui résonnent comme des insultes aux oreilles de ceux qui demeurent fidèles aux principes de la politique gaullienne.

Les choses sont claires, désormais : les illusions lyriques cultivées par M. de Villepin se sont perdues dans le réseau sordide des intérêts de sa caste sociale.

Sylvie FERNOY

(1) Comme l'écrit Liêm Hoang-Ngoc dans *Le Monde* du 30 septembre : « *la montée de l'endettement de l'État n'est en aucun cas due à un excès de dépenses publiques ! Elle résulte de la panne de croissance qui réduit mécaniquement des rentrées fiscales, de surcroît entamées par les baisses de prélèvements dont le coût a été chiffré à 22 milliards d'euros sur la période 2003-2005 !* »

Les partisans du *traité constitutionnel* ne désarment pas. Valéry Giscard d'Estaing souhaite un nouveau référendum portant sur la première partie du texte rejeté le 29 mai - ce qui est juridiquement absurde.

D'autres dirigeants politiques, parmi lesquels M. Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères, voudraient que certaines dispositions de la prétendue *Constitution* soient reprises et mises en œuvre sur « *simple décision* » du Conseil européen - notamment l'allongement de la durée de la présidence du Conseil européen et, surtout, la création d'un poste de ministre européen des Affaires étrangères.

Les gaullistes sociaux (Jean Charbonnel, Jérôme Baloge, Laurent de Boissieu...) dénoncent cette manœuvre dans un communiqué (1) :

« *Nous ne pouvons que nous élever avec indignation contre une telle perspective, totalement arbitraire et antidémocratique, puisque c'est l'ensemble des dispositions du traité européen, et non telle ou telle d'entre elles, qui a été refusé par les Français. À quoi bon, en effet, les consulter par référendum si l'on ne doit tenir aucun compte de leur jugement, pourtant clair et net ?* » Ceux qui prendraient la responsabilité d'un tel projet, lors du Conseil européen du 27 octobre ou ultérieurement, « *se mettraient en dehors de toute légitimité démocratique et devraient, le moment venu, répondre de leur forfaiture devant le peuple français* ».

Nous souscrivons à cette mise en garde.

Annette DELRANCK

(1) cf. le site <http://gaullismesocial.free.fr>

Louisiane

Les dessous de la récidive

La Louisiane est meurtrie, nous avons reçu des images du désastre et nous avons eu droit à de nombreux témoignages de gens désespérés. Est-il déplacé, face à l'ampleur de la tragédie, de poser la simple question de savoir pourquoi aucun journaliste français n'a trouvé un seul témoin s'exprimant en français dans cette région, cependant membre des instances internationales de la francophonie.

À ces professionnels de la parole et de l'information il a dû falloir une admirable opiniâtreté et un don de l'esquive peu commun pour échapper à un francophone du cru. Je connais La Nouvelle-Orléans, il m'est arrivé de me promener dans le sud de la Louisiane ; entrant, par plaisir, ça et là dans des magasins modestes, demandant mon chemin – que je connaissais – bavardant un moment, au hasard, avec tel ou telle assis sur un banc de square. Pas toujours mais souvent, et parfois avec joie, on m'a parlé en français, un peu curieux quelquefois, mais toujours compréhensible.

Mais voilà, je ne suis pas journaliste, je n'ai pas à faire savoir à mes concitoyens que je parle anglais et que de La Nouvelle-Orléans à Baton Rouge on s'exprime de façon non marginale en notre langue. Baton Rouge l'horreur ! Cette capitale de l'État de Louisiane dont le nom n'a même pas été américanisé ce qui a obligé les journalistes à utiliser, contraints et forcés, au moins deux mots de français.

Michel FONTAURELLE

Les récents débats à l'Assemblée nationale sur le texte régissant la récidive se sont déroulés dans un climat délétère.

Ces débats se sont inscrits dans un contexte de rivalités au sein même de la majorité, avec une opposition sans vrai projet sur la question alors que des principes essentiels sont remis en cause. Quels sont les dessous de cette loi ?

M. Boulay, le président de l'association d'Aide aux Parents d'Enfants Victimes (APEV), l'explique fort bien : « Jusqu'à présent on avait de grands discours affirmant que tout le monde est réinsérable assez facilement... Désormais l'on reconnaît l'existence d'individus dangereux pour la société ». Cette loi nous semble signer la fin d'une vision rousseauiste du délinquant qui a prévalu ces dernières décennies : tout condamné pouvait réintégrer une vie sociale normale moyennant une réadaptation. Ce retournement s'observe d'ailleurs dans d'autres domaines - par exemple, les réformes envisagées pour les malades mentaux dangereux.

N'oublions pas qu'il aura fallu attendre 1970 pour voir la relégation abandonnée pour certains multirécidivistes. La relégation était une peine perpétuelle et obligatoire : elle entraînait l'éloignement définitif du condamné. La tutelle pénale, qui l'a remplacée, devenait facultative et temporaire. Elle-même a été supprimée en 1981. Les débats parlementaires de ces derniers mois ont porté finalement sur cette idée ancienne qu'il fallait redonner à la peine son caractère automatique voire perpétuel en cas de récidive... Certains exemples étrangers militent

d'ailleurs en ce sens : la Cour constitutionnelle fédérale, en Allemagne, en 2004 a jugé que le placement en détention d'un condamné qui a purgé sa peine afin de prévenir d'autres actes illicites et sans limitation de durée ne « viole pas la dignité humaine » garantie par la loi fondamentale. On peut aussi citer également l'exemple américain du bannissement qui procède de la même idée.

Ces principes ont guidé les réflexions de certains députés de la majorité, comme Jean-Paul Garraud, qui préconise des centres fermés de protection sociale sur le modèle allemand. D'autres se sont démarqués, notamment parmi les proches de Dominique de Villepin, peut être pour montrer leur différence avec les amis de M. Sarkozy... Quant à la gauche, elle a malheureusement assuré un service minimum sur ce sujet. Lors de la seconde lecture de la proposition de loi devant l'assemblée, seuls deux députés étaient présents dans l'hémicycle. « La droite ne croit pas en la réinsertion », s'est contenté de dire Noël Mamère avec l'approbation du socialiste Christophe Caresche.

Ce sont finalement quelques députés de l'UDF qui ont croisé le fer avec un garde des Sceaux qui affichait un message clair dans ce climat de surenchère : il voulait la « certitude de la peine » après avoir invité les parlementaires à « prendre le risque de l'inconstitutionnalité » pour imposer le bracelet électronique de façon rétroactive aux personnes déjà condamnées. Hervé Morin, président du groupe UDF, s'est exclamé : « Qui peut penser la seul instant qu'augmenter la

durée d'épreuve avant une libération conditionnelle peut avoir un effet dissuasif ? ».

Christine Boutin a fait entendre son point de vue en écrivant avec Pierre Victor Tournier, un spécialiste des questions pénales, une tribune libre dans *Le Monde* du 15 octobre. Elle rappelle que la France ne dispose pas d'un observatoire de la récidive qui permettrait d'obtenir des données quantitatives et qualitatives sur ce sujet. Elle explique que la fréquence de la récidive dépend de nombreux paramètres : l'âge, la nature de l'infraction, l'état matrimonial du condamné notamment. Toute approche réductrice du phénomène se trouve donc vouée à l'échec.

Elle revient également sur la condition pénitentiaire des personnels de surveillance comme des détenus. Rien n'est possible si le détenu purge sa peine dans l'oisiveté sans bénéficier soit d'une formation, d'un emploi ou d'une formation à la citoyenneté. Il faut saluer son sang-froid dans ce contexte.

Enfin, quand on parle de réforme au ministère de la Justice, la sempiternelle question des moyens se pose. D'après Hervé Morin, la réforme ne pourra être mise en œuvre avant 2010. La somme allouée pour le bracelet électronique chaque jour correspond à 100 euros. Cet argent « serait plus efficace pour développer des obligations de soins et mettre en œuvre des mesures d'accompagnement des détenus » insiste-t-il. Lors du récent congrès de l'Union Syndicale des Magistrats, Pascal Clément, martial, a soutenu sans sourcilier : « J'ai fait voter la loi. Je me débrouillerai pour avoir l'argent ». Nous voilà rassurés.

Jacques DUCONSEIL

De Gaulle - Sharon

Le retrait de Gaza n'est en rien comparable à l'indépendance de l'Algérie et Sharon n'est pas de Gaulle.

La comparaison en vogue dans certains milieux depuis l'évacuation de la Bande de Gaza en août dernier repose sur l'âge du capitaine - tous deux avaient passé soixante-dix ans et avaient troqué l'uniforme pour le costume civil -, et dit-on la *décolonisation*. En réalité, le point commun serait ici le refus de l'intégration. L'occupation en 1967 des territoires de Cisjordanie et de Gaza a souvent été assimilée à une colonisation, y compris dans le peuplement. Les implantations ont été appelées colonies avant de se banaliser en simples agglomérations ou banlieues-dortoirs. Cependant, l'enjeu, en Algérie hier comme en Palestine aujourd'hui, est bien l'intégration, c'est-à-dire la possibilité de conserver un État démocratique avec une majorité démographique différente, en l'occurrence, dans les deux cas, arabe. De Gaulle comme Sharon l'estimaient impossible contre une partie de la droite. Netanyahu, le rival de Sharon au sein du Likoud, serait-il pour autant un émule des partisans de l'Algérie française, appuyé par une poignée de colons ?

C'est oublier la nature d'Israël, État et société. La France métropolitaine n'était pas au fond d'elle-même remise en cause par l'abandon de l'Algérie ou en général de ses colonies africaines. Israël au contraire se remet en cause à chaque fois dans son essence et son existence.

De Gaulle avait voulu faire rebondir la politique et l'économie de la France grâce à la séparation avec l'Algérie qualifiée de *boulet*. En matière de politique extérieure, il pensait que le rayonnement international de la France était à ce prix. L'indépendance algérienne était la pierre d'angle d'une nouvelle politique arabe dont ceux-là même qui font l'éloge de Sharon disent pis que pendre. En général, la politique gaulliste d'indépendance nationale trouve son origine en 1962 plus encore que dans la possession de la force nucléaire.

Dans le cas d'Israël, au contraire, l'évacuation de la Bande de Gaza n'ouvre sur aucune politique arabe. L'objectif n'est plus du tout comme sous les grands projets de Peres après les accords d'Oslo, d'insérer Israël dans un grand Moyen-Orient. Sharon comme Netanyahu ne voient Israël que comme un prolongement de l'Occident, Europe ou États-Unis, n'ayant rien à faire avec ses voisins immédiats. L'évacuation de Gaza manifeste cette volonté de tourner le dos à la région (l'Égypte et demain la Jordanie) et de s'ancrer à l'Ouest. De Gaulle voulait s'affirmer vis-à-vis des alliés américains. Sharon et Netanyahu rivalisent d'amitié et de proximité avec Bush.

Pour autant, la rivalité entre Chirac et Sarkozy est peu de choses à côté de celle entre Sharon et Netanyahu. Ce dernier aurait bien voulu anticiper

les élections israéliennes prévues en novembre 2006 et se faire désigner comme le candidat dans des primaires. Il a été battu dans son parti. Mais, si Sharon emportait ces élections, ce que tout semble indiquer aujourd'hui, la gauche israélienne étant laminée, son âge l'empêchera d'exercer longtemps le pouvoir. Il refusera certes de le céder à Netanyahu et préférera les représentants d'une droite moderne, moins idéologique et plus pragmatique.

Sharon pilote à vue, fait merveille dans la tactique qui lui a toujours permis de battre jusqu'à présent Netanyahu sur son terrain, mais il n'a pas de vision à terme. Militaire, il était plus un tacticien des combats qu'un stratège, contrairement aux grandes figures historiques auxquels on le compare : de Gaulle ou Ben Gourion. Sharon est certes à l'aise dans l'Israël des fondateurs où il est né et a grandi, celui de Ben Gourion qui, le premier, le remarqua, et il restera toujours l'homme des commandos de Tsahal. Rien de tel dans le cas de Netanyahu.

L'après-Sharon ne se construira pas contre Sharon comme l'après-gaullisme contre de Gaulle. Les faits accomplis lui construisent un héritage qui détermine une succession. Celle-ci se situera dans la ligne traditionnelle du sionisme qui, avec lui, a repris de la vigueur en réaction contre un post-sionisme qui avait fleuri dans la décennie d'Oslo pour retomber dans la marginalité.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AUSTRALIE** – Le dirigeant de l'opposition, Kim Beazley, veut relancer le mois prochain une campagne pour que le chef de l'État soit désormais élu. Actuellement monarchie constitutionnelle c'est la reine d'Angleterre Élisabeth II qui en est la souveraine. Périodiquement la question du régime est remise sur le tapis bien qu'elle ait fait l'objet d'un référendum en novembre 1999 où 54,22 % des Australiens ont refusé la République. L'actuel Premier ministre, John Howard, chaud partisan de la monarchie, a déclaré qu'« *il ne voyait pas la nécessité d'un changement constitutionnel* ». Quant au ministre des Finances, Nick Minchin, il a été encore plus violent accusant Kim Beazley d'être rétrograde ajoutant que l'élection d'un président serait « *une recette pour un désastre* ».

♦ **BULGARIE** – Le Mouvement national Siméon II (NMS II) a tenu son deuxième congrès annuel devant plus de 740 délégués au Palais national de la Culture. Il a réélu le roi Siméon à la tête du parti. Le roi, dans son rapport, a souhaité que la coalition tripartite, qui a un mandat de quatre ans, réussisse. Le mouvement NMS II participe au gouvernement où il détient cinq ministères importants. A la clôture du Congrès, le roi a demandé aux congressistes de lui proposer un nouveau nom pour le mouvement avant la fin de l'année expliquant : « *nos partenaires européens aimeraient mieux que le mouvement ne porte pas son propre nom* ». Il a ajouté qu'il avait lui-même quelques idées sur le sujet mais que toutes les propositions seraient les bienvenues.

♦ **TONGA** – Après une série de manifestations pacifiques menées par le *Mouvement pour les Droits de l'homme et la démocratie*, le roi Taufa'Ahū Tupou IV a donné des signes de bonne volonté en faveur d'un processus de réformes démocratiques. Il a assuré à son neveu, le prince Tu'ipelehake qui est à la tête d'un mouvement en faveur d'une réforme des institutions, qu'une commission parlementaire serait créée pour cela dans les prochains jours.

♦ **CAMBODGE** – Alors que doit être prochainement examinée au Parlement une « *Convention additionnelle au traité frontalier de 1985 avec le Viêt-Nam* », l'ancien roi Norodom Sihanouk a rappelé qu'il avait à maintes reprises déclaré qu'à ses yeux ce traité était illégal. La polémique a rebondi lorsque le prince Thomico Sisowath, conseiller de l'ancien roi et cousin du roi actuel, a signé un texte laissant entendre que le Premier ministre Hun Sen avait une responsabilité dans la perte de territoires au profit du Viêt-Nam dans les années 80 alors qu'il était ministre des Affaires étrangères. Hun Sen a porté plainte pour diffamation et a fait émettre un mandat d'amener contre le prince Thomico qui se trouve actuellement à Pékin auprès de Norodom Sihanouk.

Bilan contrasté

De retour de Cuba où il a effectué plusieurs séjours, notre ami Jean Forain brosse pour nous, de la société cubaine et du castrisme, un portrait éloigné de la sévérité qui prévaut généralement dans les médias et dans les ouvrages qu'inspire le désenchantement. Il a tiré de son expérience cubaine un savoir éloigné des dogmatismes, des éloges ou des réquisitoires.

■ **Royaliste : Est-il possible de faire un premier bilan du castrisme ?**

Jean Forain : Oui, à condition de rester dans la nuance et le contraste. Cuba est une réalité complexe, il faut se garder de l'inscrire dans les catégories du Bien ou du Mal. Ni le régime politique de Cuba ne méritait, dans les années 60 et 70, les excès d'éloges ni il ne mérite aujourd'hui la condamnation totale prononcée contre lui. Ce qui frappe, d'emblée, c'est d'une part l'omniprésence du régime appelant au bien public et d'autre part une société tournée vers le bonheur privé, d'un côté les slogans, les appels à l'effort, à la mobilisation des consciences contre un ennemi clairement désigné et de l'autre le salut par la musique, la danse, l'amour, en somme le militantisme ou le rhum. Le grand écart entre le régime et la société donne le vertige, ça déroutait l'analyse. Une sorte de point de jonction semble être assuré par les Comités de Défense de la Révolution, qui quadrillent les villes et les campagnes, présents dans chaque quartier, là dans le moindre village.

■ **Royaliste : L'activisme des CDR signifie-t-il que la défense du régime n'est plus assurée que par la première génération castriste, aujourd'hui vieillissante ?**

Jean Forain : Les CDR sont apparus très vite dans l'histoire de la Révolution triomphante. Mais il est vrai qu'aujourd'hui ce sont les sexagénaires, les quinquagénaires, auxquels il faut ajouter les jeunes quadras encore formés en URSS, qui constituent le plus solide soutien de Castro. Les adolescents, quant à eux, semblent désenchantés, leurs aspirations rejoignent celles de la jeunesse occidentale, pour eux Castro fait déjà figure de grand-père grincheux et, à vrai dire, quelque peu encombrant.

■ **Royaliste : Par quels canaux la culture occidentale parvient-elle à Cuba ?**

Jean Forain : La circulation des idées, des influences, des modes de pensée, des aspirations est vraisemblablement le grand problème du régime, sa quadrature du cercle. Les Cubains sont remarquablement informés alors qu'il n'existe qu'un seul quotidien *Granma* l'organe officiel du PCC. Mais

ils captent aussi *Radio-Martí*, qui émet depuis Miami, ils s'informent par les contacts avec les touristes et par Internet. Certes, le gouvernement interdit l'usage privé d'Internet, mais à Cuba tout ce qui est interdit est contourné par mille astuces ! Et Dieu sait si les Cubains ne manquent pas d'ingéniosité... Malgré la propagande, le mode de vie américain fascine. Aucune hostilité du reste à l'égard de la population américaine, ne serait-ce que parce que les familles cubaines survivent par les dons en espèces et en biens de consommation fournis par les émigrés. Dans les rues de La Havane, on lit *American girl* sur les tee-shirts des jeunes filles et les musiques occidentales - hard-rock, techno - sont diffusées dans des concerts que les officiels s'efforcent de canaliser pour éviter les dérapages politiques, au nom de la liberté d'expression.

Rien donc ne peut empêcher la pression et la présence du monde extérieur. Ce qui du reste est conforme à la tradition culturelle de Cuba. Colonie espagnole jusqu'en 1898, l'île fut ouverte à de multiples influences : anglo-saxonnes, naturellement ; françaises à

partir de Haïti et des propriétaires fuyant Toussaint Louverture (aujourd'hui encore, les Alliances françaises de La Havane et de Santiago ont un vif succès) ; mais aussi et surtout africaines à travers la religion, la danse, la musique.

Cuba est un carrefour : toutes ces influences donnent au visiteur l'impression d'une vie intense, d'une créativité incessante, auxquelles il faut bien le dire le régime a donné ses lettres de noblesse, un cachet d'affranchissement, qui survivront à sa rigidité et peut-être se retourneront contre lui. Car le Cubain a la passion des idées, la passion du livre et de la culture. Le régime restaure aujourd'hui un hôtel particulier, dans le vieux quartier de La Havane : ce sera la maison de Victor Hugo, l'ami de José Martí... On se sent parfois plus intelligent à La Havane qu'à Paris, *requis par cette noblesse de tout un peuple*.

■ **Royaliste : Quels sont les principaux points de fracture entre la société et le régime ?**

Jean Forain : J'en vois trois. Les poussées individualistes dans une société encore très holiste, disons les droits contre les devoirs. L'émancipation des femmes, encouragée, voire décrétée et imposée par le régime, aura des effets puissants sur le social, déjà beaucoup de femmes refusent le mariage et mènent une vie libre, accédant aux responsabilités. D'autre part, le régime a sans doute sous-

estimé la fidélité des Cubains à leurs traditions religieuses, catholiques ou africaines. Violente, la répression du catholicisme a été inefficace. Les cultes africains, à travers la *Santería*, sont plus vivaces que jamais. *Homo religiosus*, le Cubain est resté imperméable au marxisme. Enfin, et surtout, le régime a voulu étouffer la *nature économique* de la vie sociale, idéologiquement conçue comme mauvaise, perverse. La sphère de *l'économique* a été étouffée, prise dans la main de fer de *l'idéologique* qui, pour extirper le mal, a créé le pire : contraintes drastiques, parfois ubuesques, selon le modèle soviétique, - on connaît cela ! Non seulement aujourd'hui, l'économique revient dans la quête *officielle* ou *sauvage* du dollar, mais encore le Cubain s'interroge : « *Pourquoi le cousin de Miami est-il riche et pas moi ?* » Sous la pression des nécessités, l'économique revient au galop et risque de se retourner contre le régime.

■ Royaliste : Comment cela ?

Jean Forain : Tout le monde cherche à exercer deux métiers. Sitôt le travail terminé, c'est le travail qui commence. Le premier permet à peine de survivre, le second ouvre l'accès aux dollars. Il n'est pas rare que des intellectuels se muent le soir et la nuit en chauffeurs de taxis et gagnent en quelques heures leur salaire mensuel. Il résulte de cette double activité un grand désordre.

■ Royaliste : Quelles sont les principales ressources de Cuba ?

Jean Forain : D'abord la canne à sucre, naguère exportée en URSS, en échange de pétrole, le tabac et maintenant le tourisme. Mais Cuba manque de devises fortes et l'île vit sur deux monnaies : le peso et le dollar ou plus exactement le peso convertible. C'est évidemment très inégalitaire puisque seuls s'en sortent ceux qui, par le tourisme, par exemple, ont accès aux dollars.

■ Royaliste : La population mange-t-elle à sa faim ?

Jean Forain : On ne meurt pas de faim, mais la quête de nourriture est un problème

quotidien et reste l'obsession de la plupart des Cubains. Des produits de première nécessité font défaut, comme le lait, qu'on ne trouve plus qu'à condition de les régler en pesos convertibles. Les marchés sont souvent mal approvisionnés, la viande est chère. Là encore, c'est l'astuce ou le marché noir qui règlent la question, - quand elle peut l'être... Certes un système de bons, par la *libreta*, est censé donner à chaque Cubain une ration de riz, de haricots, de sucre, mais c'est très insuffisant pour couvrir le mois... D'où chez les enfants des pathologies nouvelles. À chacun donc de se débrouiller. On vole beaucoup à Cuba dans les usines, on trafique. On se prostitue, sous les yeux fermés de la police ou de la famille : quelle tentation pour une jeune fille de gagner en une soirée le salaire d'un universitaire en accompagnant un étranger ! Tout cela est non seulement malsain, mais encore signe de patentes échecs. Une société dont l'idéologie hautement proclamée devait aboutir à la fin du système marchand ouvre la course à une monnaie étrangère ! Et de solidaire, elle aboutit à la débrouille la plus individualiste ou immorale. À long terme, c'est ruineux pour le tissu social.

■ Royaliste : Précisément la protection sociale...

Jean Forain : Nul ne songe à contester qu'avec l'éducation, c'est la réussite du régime. La santé est gratuite, les soins sont de qualité, même si sous le coup de l'effondrement de l'URSS et de l'embargo américain les médicaments manquent. Beaucoup de choses du reste sont gratuites à Cuba ou très peu chères et cela relativise les considérations malveillantes sur le salaire moyen du Cubain : le logement, l'électricité, les transports, le téléphone sont pour rien ; l'État habille les enfants scolarisés. Il reste que depuis les années sombres de 90-95, tout cela est menacé...

■ Royaliste : Votre opinion sur Fidel Castro ?

Jean Forain : Castro a rendu aux Cubains leur dignité et leur a donné la fierté d'être un peuple acteur de son Histoire. C'est énorme dans l'ordre du symbolique et dans

le désir d'être ensemble. Les Cubains savent que désormais leur pays ne sera plus le bordel des Américains ou du moins que la volonté politique peut s'y opposer, que ce n'est pas une fatalité... Fiers et amoureux de leur patrie, les Cubains savent qu'en Amérique latine et qu'en Afrique ils ont porté, haut, des rêves de Liberté. On peut certes

se lamenter que la mystique se soit dégradée en politique, que Don Quichotte n'ait pu se débarrasser de Sancho Pança, il reste que plus rien ne sera comme avant. Un ami cubain fort cultivé me disait qu'il était tout à fait étranger au marxisme, pas communiste du tout, un peu socialiste par sens de la justice, mais entièrement *fidéliste*. C'est une attitude fort répandue. Le castrisme est un nationalisme de gauche. La grande affaire de Fidel aura été, aux flancs de l'ombre américaine, de maintenir la flamme et la lumière de l'indépendance cubaine. Ce n'est pas Marx qui le définit et l'a nourri, c'est José Martí, héros national, sorte de Victor Hugo qui serait mort au combat comme Malraux si Malraux avait eu moins de chance... Pour un gaulliste, ça parle.

Allons plus loin : au risque de vous surprendre, le castrisme me paraît tel un *rousseauisme*. Même méfiance à l'égard des villes, du commerce, de l'argent : Castro qui déteste, paraît-il, La Havane, ville sensuelle, corrompue, frelatée, ne se sent jamais aussi bien lui-même que dans la Sierra ou au bord de la mer, voilà pour un romantisme autrement plus sérieux qu'une bande de barbus prenant le pouvoir à 30 ans ! Mais le castrisme est



■ **Mémorial Jose Marti sur la Place de la Révolution.**

aussi une pratique du Contrat social : homme de la volonté générale, Castro est celui qui incarne la nation, vivant en symbiose avec le peuple qu'il consulte personnellement dans ses déplacements incessants, qu'il écoute, dans les champs, dans les usines, à qui aussi il parle et qu'il séduit. Par la grâce de son chef charismatique, le PC cubain est ainsi le parti jacobin de la Nation cubaine une et indivisible, qui appelle à l'effort constant, au devoir du citoyen et qui cultive un sentiment national exacerbé par le conflit avec les Etats-Unis. On a connu ça, non ? Les Cubains, c'est souvent distraitement qu'ils écoutent aujourd'hui les interminables discours du vieux Lion, mais ne nous leurrions pas, ils restent fascinés : Castro donne un sens politique et historique à leur existence.

Nous avons du mal à les comprendre parce que le castrisme surinvestit le politique au détriment de l'économique, quand nous croyons malin de faire le contraire. Cette leçon du politique faisant sens, créateur du lien social, nous ferions bien de la méditer, - loin de toutes les dérives de notre arrogante modernité.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Dans notre pays, si fidèle à sa mémoire rurale et riche d'une littérature considérable sur la société paysanne, il n'existait pas de recueil de textes sur les campagnes de notre enfance. Ce manque est maintenant comblé, grâce à l'anthologie (1) que propose Pierre Bitoun.

L'entreprise était périlleuse. Il fallait éviter à la fois les facilités de la nostalgie, les hideuses niaiseries sur la terre qui ne ment pas et le choix lucide qui consiste à noircir ce qui ne l'est pas.

Or Pierre Bitoun réussit à composer la littérature et l'histoire (celle de la campagne française de 1800 à 1950), les grands écrivains (Lamartine, Balzac, Alain-Fournier, Zola) et les bons auteurs méconnus (Léonce Bourliaguet), les hommes de l'Est (Claude Vigée) et ceux de l'Ouest (Pierre-Jakez Hélias), les amoureux de la campagne et ceux qui décrivent les duretés de la terre.

Le vieux débat sur les racines et le déracinement est heureusement dépassé par cette anthologie qui réunit le royaliste Bernanos, qui dépeint une campagne vouée au mal et à la mort, et la gauche rurale, révoltée (Eugène Le Roy), pacifiste (Émilie Carles), progressiste chrétienne (Louis Lebourdais)...

On lira surtout l'ouvrage pour le plaisir, en souhaitant que ce choix de belles pages soit rendu accessible aux lecteurs étrangers par les services du Quai d'Orsay.

Yves LANDEVENNEC

(1) « *Campagnes d'enfance* », Une anthologie littéraire, Textes réunis, présentés et commentés par Pierre Bitoun, Éditions Cénomane, 2005, prix franco : 22 €.

Martinet & Compagnie

Gilles Martinet, du haut de ses 90 ans, a parcouru le siècle d'un pas léger souvent en excellente compagnie : Mendès France, Mitterrand, Roger Stéphane, Moravia et quelques autres dont plusieurs jolies femmes... Ce socialiste atypique nous raconte son itinéraire personnel et politique.

Il est toujours délicat d'écrire ses Mémoires : la tentation de la complaisance pour soi-même vous menace. Il n'en est rien chez Gilles Martinet qui se décrit lui-même comme un *observateur engagé*, aussi critique pour lui-même que pour les autres. Certes, il lui arrive de nous agacer lorsqu'il dissèque, avec la gourmandise d'un anatomiste, les différents courants du PSU dont il fut l'un des fondateurs. Mais finalement, il fait œuvre d'historien car les témoins de cette époque sont morts pour bon nombre d'entre eux comme Mendès, Savary ou Bérégovoy. Le ralliement à petit pas de nombreux de ses militants au PS nous est également conté avec un regard intéressant sur le sens tactique de François Mitterrand. Gilles Martinet nous parle aussi des mesquineries de ses amis du CERES, dont il fut membre à son arrivée au PS, notamment Didier Motchane et Jean-Pierre Chevènement.

Mais il ne se contente pas de nous décrire les coulisses de son parti et ses querelles intestines. Martinet fut un véritable militant engagé, comme d'autres de sa génération, au parti communiste avant-guerre. Il le quittera lors des procès de Moscou, plus lucide que d'autres, comme Nizan qui attendra le pacte germano-soviétique. Et puis vint la Ré-

sistance et la Libération. Il nous évoque le monde des agences de presse et des grands journaux de l'époque dont il fut l'un des principaux acteurs comme directeur de l'Agence France Presse à 28 ans... Puis il se lance dans la création de *L'Observateur* avec Bourdet et Stéphane, véritable institution de l'anticolonialisme des années 50, lieu de rencontre de nombreux talents, dont Sartre, Massignon, Bettelheim ou François Furet.

La dernière partie de son livre évoque l'Italie, pays avec lequel il entretient de nombreux liens. Par sa femme d'abord, fille d'un militant syndical italien, condamné à l'exil sous Mussolini, qui lui ouvre de nombreuses portes. Puis par l'ambassade de Rome que lui offre Mitterrand en 1985. Il nous propose une description pénétrante des milieux dirigeants de l'époque, avec un Romano Prodi inféodé aux Américains et la jalousie morbide des Italiens vis-à-vis du couple franco-allemand. On regrettera toutefois qu'il n'aborde pas la vision italienne de l'Europe qui apparaît pourtant originale : les Italiens demandent à l'Union européenne de marquer quelques limites à leur État défaillant à bien des égards. On aurait souhaité également qu'il nous parle plus avant des artistes et écrivains italiens qu'il a rencontrés pendant son



séjour à Rome au-delà des mondanités qu'il organisait.

Gilles Martinet aborde aussi sa vie personnelle, son enfance aisée puis le retournement de fortune de ses parents qui l'amène à devoir travailler pour payer ses études, sa vie de famille et ses nombreuses conquêtes féminines dont il parle avec pudeur et sensibilité. Puis vient le temps de la vieillesse et de ses renoncements qu'il vit sans nostalgie ni remords. Un sage se laisse ainsi découvrir derrière l'homme public.

Jacques DORÉMIEUX

(1) Gilles Martinet - « *L'observateur engagé* », Éd. Jean-Claude Lattès, prix franco : 18 €.

Pourquoi Hannah Arendt?

La rentrée littéraire s'est largement faite à l'enseignement d'Hannah Arendt, ce dont on ne peut que se féliciter pour l'esprit public et la liberté de l'intelligence. L'occasion principale en est la publication de son *Journal de pensée*, un document de grande ampleur qui dormait dans les archives alors que l'essentiel de l'oeuvre était largement connu. Il faut y ajouter l'essai biographique écrit par Laure Adler qui témoigne d'une belle familiarité amicale avec la philosophe et contribue à dévoiler les raisons de la « vogue » d'un personnage et d'une pensée, qui, au-delà de la mort, affirment leur singulière présence. Pourquoi, en effet, Hannah Arendt s'est-elle imposée alors que de son vivant elle fut très souvent incomprise, objet de polémiques venimeuses ? Précisément, parce que son indépendance farouche apparaît aujourd'hui comme la condition même de sa lucidité et de sa pertinence.

On se souvient peut-être que c'est son grand livre sur *Les origines du totalitarisme* qui la fit connaître au cours des années cinquante, dans un climat de guerre froide et de glaciation idéologique. Le rapprochement qu'elle opérait entre le nazisme et le communisme n'allait pas de soi dans bien des milieux. L'expérience passée, autant celle de l'histoire que celle de la pensée, ne pouvait pas préjuger de l'hitlérisme et du stalinisme. C'est à frais nouveaux qu'il fallait donc réfléchir aux processus qui avaient amené un déchaînement de violence sans précédents, et surtout un mépris de l'humanité, bafouée, annihilée. Aujourd'hui que la réalité du Goulag est admise au même titre que celle d'Auschwitz, pareille thèse s'est trouvée banalisée, mais il fallait un réel courage intellectuel, il y a un demi-siècle, pour troubler les représentations ordinaires et les classifications idéologiques.

Il y eut presque pire avec le procès Eichmann, lorsque l'ancienne militante sioniste se mit à dos une bonne partie de l'opinion internationale, de ses frères juifs et même de ses plus vieux compagnons, tels Gershom Scholem et Hans Jonas. Il ne s'agissait pas seulement de cette fameuse *banalité du mal* qui concernait les acteurs de la monstrueuse machine exterminatrice et dont l'arrière-plan philosophique se révèle désormais dans le *Journal de pensée*. Il y avait aussi cette mise en cause des organisations juives qui n'avaient pas su (et pour certaines pas voulu) s'opposer au meurtre absolu. Sur le moment, ce ne fut pas du tout compris, et l'intéressée avait pris quelque risque à braver ainsi ces contemporains. Mais elle était comme cela, Hannah Arendt, inflexible, loyale d'abord envers elle-même. En ce sens, elle fait songer - mais je l'ai déjà écrit ici même il y a quelques années - à ces Antigone juives, prêtes à défier l'univers.

Faut-il rappeler qu'Hannah Arendt appartient à une génération exceptionnelle, celle dont Pierre Bouretz a retracé le destin à l'enseignement d'un nouveau messianisme (1) et qui se reconnaît à une double appartenance, juive et allemande, alors qu'Hitler s'apprête à prendre le pouvoir et que tous ces penseurs vont s'exiler. Sans doute, Bouretz bien que grand

connaisseur de l'auteur des *Origines du totalitarisme*, ne la classe-t-il pas comme partenaire de ces Scholem, Benjamin, Jonas dont elle fut proche jusqu'à l'intimité. Mais cela est dû à son oeuvre plus orientée vers la réflexion politique que vers la métaphysique. N'empêche que formée à l'école de Husserl et de Heidegger, elle ne dédaigna pas non plus les études théologiques, autant du côté de l'Ancien Testament que du Nouveau. Comment oublier que son premier grand travail est sur saint Augustin et qu'elle eut pour maîtres le catholique Romano Guardini et le protestant Rudolf Bultmann ?

À ce propos, une remarque générale s'impose. On a voulu faire de Marx, Nietzsche et Freud, en tant que « penseurs du soupçon » (Ricœur) les représentants de la modernité, en partant du présupposé qu'ils étaient les héritiers des Lumières, et donc d'un rationalisme qui expulsait le domaine religieux du champ théorique. Dans cette logique, on s'est habitué à leur associer ce qui dans les générations d'après-guerre se rattachait à la radicalité critique. Peu importe que la post-modernité ait sonné le glas d'une certaine arrogance, celle des grands récits et des dérapages totalitaires. Il apparaît presque impossible de laisser une place à un courant aussi décalé que celui de ces écrivains qui se sont distingués par leur association du souci éthique avec une perspective nettement métaphysique.

Je sais bien que le courant néo-conservateur nord-américain qui se réclame d'un Leo Strauss semble reprendre aujourd'hui la suite de ces prestigieux prédécesseurs. Mais ce n'est pas sans quelque équivoque. Une Hannah Arendt est, en effet, difficilement récupérable par une faction, à cause de son indépendance déconcertante. Classée à droite et à gauche, elle dépasse les clivages, la vertu de son exemple suscitant d'abord la liberté, éventuellement le non-conformisme. Ce dernier ne dépend pas des humeurs d'un individu, mais d'une discipline intellectuelle rigoureuse. Le principal intérêt de la publication de son *Journal*

de pensée réside dans le modèle que constitue cet atelier où la philosophe se débat avec les grands textes de la tradition, celle continuée des Grecs jusqu'à nous. L'ancienne étudiante de Martin Heidegger a repris en quelque sorte ses études anciennes. Non qu'elle les ait vraiment abandonnées. Simplement les malheurs du nazisme, son exil, la guerre, l'ont obligée à un combat dans l'urgence, les armes du journalisme étant plus adaptées à une actualité militante.

Il n'est nullement paradoxal qu'elle retrouve les anciens pour percer les énigmes de la modernité. Si elle se confronte avec Platon, c'est qu'Heidegger lui a naguère appris comment il fallait revenir à l'aube de la pensée afin de réfléchir soi-même plus intensément. La tradition philosophique n'est nullement un carcan, elle permet la confrontation amicale. « Avoir des amis et des témoins, dit-elle, c'est vivre à la fois dans la proximité et la distance. » Et comme l'écrivent très bien les deux éditrices du *Journal* (Ursula Ludz et Ingeborg Nordmann) : « De cette manière se forme non pas un tout solidifié et cohérent, mais une configuration mouvante de pensées, toujours accessible à de nouvelles personnes. » Telle fut Hannah Arendt, qui sut associer philosophie et histoire pour faire revivre en notre temps la liberté de l'esprit. ■

■ Hannah Arendt - « *Journal de Pensée* », (2 volumes), Seuil, prix franco : 75 €.

■ Laure Adler - « *Dans les pas de Hannah Arendt* », Gallimard, prix franco : 28 €.

■ (1) Pierre Bouretz - « *Témoins du futur* », Gallimard, (cf. *Royaliste* no 825).

par Gérard Leclerc



Antiques sagesses

Écrivain voyageur, Olivier Germain-Thomas médite au cours d'une promenade à Byblos sur le livre, l'écriture, la lettre, la langue, l'Europe... Sous l'apparence d'un retour à l'antique, une élancée par-delà le post-moderne.

Nous n'en finissons pas de nous étonner de cette haine de l'originel, de la transmission et de l'éducation qui est une des caractéristiques de la modernité. Le moindre ludion *branché* peut se faire une belle réputation mondaine en se moquant de l'archaïque. Et l'antique semble relever du musée ou du champ de fouilles.

Ces évidences deviennent inédites dès que l'on prend garde au sens premier des mots. L'archaïque n'est pas le suranné, mais ce qui commence et commande un mouvement. Comme le rappelle Olivier Germain-Thomas (1), l'antique peut désigner, selon son étymologie, « *ce qui est devant dans l'espace* » et l'origine n'est pas *du passé* mais l'indication d'une direction, un élan.

Paradoxe : le déni de l'origine, par peur de l'attachement, conduit au blocage, à l'enfermement.

L'homme du XXI^e siècle peut donc tirer grand profit d'une promenade matinale dans Byblos, la plus ancienne ville du monde qui porte le nom de *Livre*. Voilà qui invite à méditer sur le sacré, la lecture, la langue. Méditation religieuse et philosophique à laquelle Olivier Germain-Thomas donne sa pleine actualité.

Ainsi, à l'heure d'*Internet*, comme on dit sottement, l'apprentissage du grec et du latin

est réputé inutile. Pourtant, les écoliers qui apprenaient voici trente ans à tracer les idéogrammes chinois ou la principale et très complexe écriture de l'Inde font aujourd'hui de redoutables commerçants et d'excellents informaticiens. Et c'est le maigre bagage d'anglais dont les enfants de France sont dotés qui les *ringardise* aux yeux de peuples réputés sauvages mais qui parlent trois langues et utilisent deux alphabets.

Pour comprendre cela il faut voyager - de Byblos à Kyoto, de Rome à Pékin - sans craindre de rompre le lien avec la Grèce antique ou de perdre sa propre langue. Au contraire ! Le paradoxe des « *élites mondialisées* » c'est qu'elles ne connaissent pas le monde, mais seulement le centre de quelques capitales (New York, Francfort...), quelques grandes chaînes hôtelières et les salles climatisées des conférences internationales. Ces dirigeants ne cessent de *bouger*, mais ils sont fixés en des lieux insensés, assignés à des répétitions absurdes.

N'en doutons pas : ceux qui voyagent en pensée dans les siècles ou qui parcourent les chemins du monde auront le dernier mot, qui ne sera pas le mot de la fin.

Jacques BLANGY

📖 (1) Olivier Germain-Thomas - « *Un matin à Byblos* », Ed. du Rocher, 2005, prix franco : 15,50 €.

Naissance d'un royaume

Christian Cannuyer, dans un ouvrage à la fois politique et humain, nous livre une excellente histoire de la dynastie belge.

En 1830, une révolution accouche d'un royaume : la Belgique conquiert son indépendance. Conscient de l'hétérogénéité du nouvel ensemble, un Congrès national élu choisit de le doter d'une monarchie constitutionnelle, de type libéral et parlementaire, l'hérédité garantissant l'impartialité du monarque, le *roi des Belges*, souverain par la volonté de son peuple.

Dans un premier temps, le Congrès va choisir, pour accéder au trône, Louis d'Orléans, duc de Nemours, fils de Louis-Philippe. Mais les réalités diplomatiques issues de la fin de l'Empire, l'hostilité de l'Angleterre, inciteront le roi des Français à décliner prudemment l'offre. On se tourna alors vers Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha qui fut élu le 4 juin 1831. Il épouse en 1832 Louise-Marie d'Orléans, la fille de... Louis-Philippe. Léopold applique consciencieusement la constitution, résiste à la vague révolutionnaire de 1848 qui renverse Louis-Philippe, et fait face à l'avènement du Second Empire.

Son fils, Léopold II, hérite de son père les rêves coloniaux. Souverain, à titre personnel, du Congo, il joue en Belgique un rôle important dans les domaines de la défense, du commerce extérieur et de l'urbanisme. N'ayant pas d'héritier mâle, c'est son neveu Albert I^{er} qui lui succède et monte sur le trône en 1909. Attentif aux problèmes sociaux et coloniaux il est, durant la Première

Guerre mondiale, le *roi chevalier*, symbole de la résistance à l'Allemagne.

En 1934, Léopold III succède à son père. Lorsque l'Allemagne nazie envahit son pays, il ordonne la capitulation de l'armée belge impuissante à contenir l'offensive et, refusant de quitter la Belgique, se retrouve prisonnier à Laeken. Cette erreur, à laquelle s'ajoute la faute psychologique d'un remariage en 1941, est à l'origine de la *question royale*. Faute impardonnable pour un roi, celle-ci va diviser la Belgique. En 1950, la Flandre vote massivement pour le retour du roi. Mais Bruxelles, et surtout la Wallonie (sauf la partie ardennaise) le rejettent. On connaît la suite : le royaume s'en sort avec l'accession au trône de Baudouin, roi aimé et respecté, auquel succède Albert II, en 1993.

En peu de pages, l'auteur parvient à nous restituer toute l'humanité, les traits de caractère, qualités et défauts, non seulement des souverains, mais aussi des membres de leur famille. Illustré de cartes et de photos, bien construit, le livre est aussi agréable à lire qu'instructif. Il n'écarte ni les zones d'ombre, ni les anecdotes (saviez-vous que Baudouin et Mitterrand étaient cousins au... 31^e degré ?). Il permet de comprendre comment survit ce curieux pays au sujet duquel on peut dire que le roi est le seul Belge.

Alain SOLARI

📖 Christian Cannuyer - « *Histoire de la dynastie belge* », Ed. Ouest-France. 64 pages, prix franco : 10 €.

Royaliste sur internet

Tous les abonnés de *Royaliste* qui possèdent une adresse internet, reçoivent désormais, gratuitement, en plus de la version *papier*, une version électronique de leur journal. Cette nouveauté n'a pas seulement pour but de fournir plus rapidement (les délais d'acheminement par la poste étant parfois de près de huit jours !) à nos lecteurs la possibilité de dévorer leur journal favori, elle vise aussi un but plus intéressé...

Nous voudrions que nos abonnés actuels, dont l'attachement à *Royaliste* n'a plus besoin d'être démontré, se transforment à moindre frais en **propagandistes de notre journal**. Qu'ils ouvrent grand leur carnet d'adresse internet et fassent suivre, d'un clic de souris, *Royaliste* à leurs amis et relations, éventuellement accompagné d'un petit message personnel.

Imaginez le résultat : si chacun de nos internautes fait suivre le journal à une dizaine de correspondants c'est notre audience générale qui sera multipliée par dix. Dix fois plus de lecteurs ! Aucune campagne de publicité par des méthodes classiques ne pourrait donner ce résultat. Bien sûr, il ne s'agira pas de lecteurs payants, du moins au début, mais ce sera à nous ensuite de les convaincre de venir participer à notre aventure commune.

Voilà une expérience qui mérite d'être tentée !

Yvan AUMONT

P.S. Que ceux de nos abonnés qui ne nous ont pas encore communiqué leur adresse internet le fasse le plus rapidement possible.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 27 novembre prochain. Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 2 novembre** – Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 9 novembre** – Ancien élève de l'École normale supérieure, docteur en histoire, chercheur à l'École pratique des hautes études, **Emmanuel de WARESCHEL** nous avait présenté sa biographie de Talleyrand (cf. *Royaliste* n° 836).

Ce spécialiste de la Restauration revient parmi nous avec l'essai qu'il a récemment publié sur les élites françaises au XIX^e siècle : moins leur histoire que leur représentation de l'histoire. Pourquoi le mythe tenace du retour des Bourbons dans les fourgons de l'étranger ? Pourquoi célébrer Waterloo comme la victoire de la liberté française ? La manière de lire l'histoire de la Révolution et celle de la Restauration met en jeu la souveraineté et la légitimité du pouvoir. Vieux de deux siècles, le débat sur le peuple et les élites détermine aujourd'hui encore notre conception de la vie politique.

d'hui encore notre conception de la vie politique.

Pour comprendre notre époque, il faut donc remonter « **Aux origines du conflit franco-français** » qui entre ces temps-ci dans une nouvelle phase de durcissement. Actualité de l'histoire – et de l'histoire des idées que nous nous faisons sur l'histoire.

● **Mercredi 16 novembre** – Inspecteur général de l'Éducation nationale et rédacteur en chef de la revue « *Vingtième siècle* », **Jean-Pierre RIOUX** a évoqué dans un livre récent « **Jaurès, homme politique** ». Jaurès, pas seulement le chef de parti, mais aussi le penseur, familier de la philosophie allemande, le remarquable historien de la Révolution française, le défenseur des droits de l'homme, le militant de la paix étranger à la caricature qu'on en fit, le journaliste, l'orateur parlementaire et le grand tribun populaire.

Qu'il s'agisse des rapports entre les partis et les syndicats, du débat entre réformistes et révolutionnaires, de la morale en politique, du patriotisme et de l'action internationale, les écrits et les actes de Jean Jaurès méritent toujours la réflexion de ceux qui croient au socialisme et de ceux qui n'y croient pas.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La guerre commerciale

Nous devrions être satisfaits ! Le président de la République et le gouvernement français ont déclenché une offensive contre la Commission européenne et plus particulièrement contre Peter Mandelson, commissaire chargé des négociations sur l'agriculture dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pourquoi ?

Les États-Unis annoncent qu'ils réduiront de 60 % leurs aides aux agriculteurs américains si l'Europe et le Japon réduisent de 80 % leurs propres subventions agricoles. Le commissaire européen est entré dans ce marchandage en proposant une réduction de 70 %, qui provoquerait des ravages considérables dans l'agriculture européenne. La France a jugé que Peter Mandelson outrepassait le mandat donné par les États de l'Union et refusé qu'il « évoque de quelque manière que ce soit le dossier agricole » lors des négociations menées dans le cadre de l'OMC.

Les multiples phases de la bataille menée par la France à Bruxelles ne doivent pas nous faire perdre de vue l'enjeu des négociations commerciales internationales inscrites dans le « cycle de Doha » : il s'agit d'appliquer le principe de l'abaissement des droits de douane à l'agriculture, à l'industrie et aux services, en équilibrant les pertes consenties dans un secteur (en l'occurrence l'agriculture) par des gains obtenus dans un autre secteur (notamment les services). Équilibre trompeur puisque les agriculteurs européens seraient sacrifiés à diverses sociétés multinationales...

L'action menée par le président de la République est par conséquent justifiée, n'en déplaise à l'éditorialiste du *Monde* (20 octobre) qui, mécontent du trouble jeté dans la Commission, s'est empressé de reprendre le cliché de « la France isolée ». La formule est d'autant plus stupide que, dès le lendemain, le même quotidien expliquait à ses lecteurs que la France peut opposer son veto puisque l'accord passé par le commissaire au Commerce doit être approuvé à l'u-



nanimité par les chefs d'État et de gouvernements européens.

Contrairement à ce qu'affirmaient les partisans du « traité constitutionnel », la France n'a pas été affaiblie ni discréditée par le résultat du référendum : elle conserve, en Europe et dans le monde, une puissance considérable ; elle peut faire prévaloir sa politique et défendre les intérêts vitaux de ses partenaires européens dès lors qu'elle a décidé d'agir.

C'est de ce constat que procède notre critique, radicale. Si les dirigeants français ont la capacité politique et juridique de bloquer des négociations internationales sur un point particulier, pourquoi se refusent-ils à une épreuve de force générale ? Si l'on décide

de mener la bataille pour la protection de l'agriculture européenne, pourquoi ne pas mener le combat pour la protection de l'industrie européenne ? Dans la guerre commerciale imposée par le libre-échangeisme, on ne peut se contenter de résister sur un seul front.

Tout porte à l'offensive généralisée : la simple logique, notre pouvoir de négociation et, surtout, la volonté exprimée le 29 mai par le peuple français : volonté de rupture avec l'ultra-libéralisme, volonté de refondation de l'Union européenne.

Pour les mois qui viennent, rien n'indique que le suffrage populaire sera respecté. Un calcul électoraliste conduit Jacques Chirac à ménager les agriculteurs français tandis que le Premier ministre continue, en amorçant la privatisation d'EDF, à liquider le patrimoine industriel de la nation.

Mais la démonstration esquissée dans le domaine agricole doit être reprise et développée dans le programme du candidat à la présidence qui se déciderait à exprimer les aspirations des Français qui ont voté Non par patriotisme, par esprit démocratique et révolutionnaire, selon une authentique ambition européenne.

Il faudra que ce candidat s'engage :

- sur le rétablissement d'une solide protection tarifaire européenne et de la préférence communautaire ;
- sur l'instauration d'un nouveau système monétaire européen, rompant avec le dogmatisme de Francfort et fondé sur une monnaie commune (1) ;
- sur la rénovation des institutions commerciales et financières internationales.

Nous attendons.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'ouvrage fondamental de Jacques Sapir, « *Quelle économie pour le XXI^e siècle ?* » Odile Jacob, 2005. 29,90 €.